

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Laurent CLERET
Responsable Blanchisserie

Martin BRUMENT
Acheteur
02 32 73 30 25

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

**FOURNITURE DE PRODUITS LESSIVIELS
DE BLANCHISSERIE ET PRESTATIONS
ASSOCIÉES**

Numéro de la consultation : 25DAHL023

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD des Escales
- EHPAD de la Belle Etoile

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : 55 Bis Rue Gustave Flaubert BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture de produits lessiviels de blanchisserie et prestations associées pour le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

39291000-8	Fournitures pour blanchisserie
------------	--------------------------------

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec un minimum de dépense de 150 000€ HT et un maximum de 750 000€ HT, sur quatre ans, tout établissement confondu. Le marché est en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

3.5 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

le Groupe Hospitalier du Havre ;
le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ; + EHPAD de Beuzeville
le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;

Cependant, le périmètre des prestations ou fournitures pourrait être étendu par voie au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;
- le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ; + l'EHPAD de Beuzeville
- le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;

3.6 Décomposition

3.6.1 Allotissement

Le présent marché est décomposé en 3 lots :

Lot n°1	Fourniture de Produits lessiviels avec maintenance des équipements de stockage, dosage et distribution des produits pour blanchisserie industrielle ; avec engagement et garantie de résultats de lavage.
Lot n°2	Fourniture de Produits lessiviels avec mise à disposition et maintenance des équipements de stockage, dosage et distribution des produits pour blanchisserie industrielle.
Lot n°3	Fourniture de Produits lessiviels avec mise à disposition et maintenance des équipements de stockage, dosage et distribution des produits pour blanchisserie.

Les lots seront attribués séparément.

3.6.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.7 Option

Le marché comprend les options suivantes :

- Lot n°1, option 1 : Intervention de détartrage et nettoyage chimique des tunnels de lavage
- Lot n°2, option 1 : Intervention de détartrage et nettoyage chimique du tunnel de lavage

3.8 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer une seule variante conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- d'améliorer le processus de commande et les flux logistiques,
- de diminuer les coûts (produits et logistiques),
- de conseiller le GHT dans le cadre de plans de progrès,
- de prendre en compte une démarche de développement durable.

Cette variante fera l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter du 26 Novembre 2025 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure, et pour une période de deux (2) ans. Il s'agit de la date de début opérationnelle du marché. Les machines de dilution et produits doivent être livrés et prêt à cette date.

Toutefois, le marché pourra être reconduit deux (2) fois pour une période d'un (1) an par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) par lot et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande,
- Le catalogue des produits.

6.1 Modalités d'exécution relatives au lot n°1**6.1.1 Délais d'exécution**

Sont définis limitativement comme délais d'exécution :

- le délai entre la demande d'information technique des agents du Groupe Hospitalier du Havre et la réponse apportée à celle-ci,
- le délai entre la demande de devis des agents des établissements du Groupe Hospitalier du Havre et la remise de celui-ci,
- le délai entre l'émission du bon de commande et la livraison des fournitures.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

6.1.2 Bon de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande mensuel où sont stipulés les kilos de linge traité du mois écoulé.

Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT ou le Groupe Hospitalier du Havre après chaque exercice mensuel. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes : - le nom ou la raison sociale du titulaire ;

- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature du produit ;
- la volumétrie de linge traitée ;
- le montant du bon de commande ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire. Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé.

Les commandes de produits seront réalisées par le Titulaire suite aux inventaires réalisés lors de ses visites mensuelles de maintenance mentionnées au CCAP. Les dates précises et heures de livraison seront à confirmer auprès du Responsable de Production de la Blanchisserie.

6.1.3 Minima de commande

Le marché ne fait pas l'objet de minima de commandes.

6.1.4 Livraisons**6.1.4.1 Stockage, emballage et transport :**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

6.1.4.2 Conditions de livraisons :

Les opérations de livraison sont incluses dans le prix du marché et effectuées par la main d'œuvre du titulaire du marché. Les fournitures doivent être livrées sur palettes européennes qui ne devront pas excéder un volume de produit de plus de 400 litres. Les livraisons doivent être conformes à l'engagement du titulaire du marché.

Le livreur devra rester sur place le temps de contrôle de la marchandise livrée. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

6.1.4.3 Bon de livraisons :

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse
- La date de livraison
- La référence de la commande
- Les produits livrés
- Les caractéristiques de la marchandise (qualité-catégorie)
- Les quantités livrées

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le magasinier au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Toute livraison non accompagnée d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires sera refusée.

6.1.4.4 Vérifications et Admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire) conformément à l'article 27 du CCAG-FCS.

Les produits devront être conformes aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur du marché habilité à cet effet qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Les marchandises refusées devront être retirées immédiatement. À défaut d'enlèvement immédiat, ces marchandises seront retournées en port dû à l'adresse du titulaire du marché. Les établissements membres du GHT déclinent toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces marchandises refusées.

La poursuite de l'exécution des livraisons en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

6.2 Modalités d'exécution relatives aux lots n°2 et n°3

6.2.1 Délais d'exécution

Sont définis limitativement comme délais d'exécution :

- le délai entre la demande d'information technique des agents du GHT la réponse apportée à celle-ci,
- le délai entre la demande de devis des agents des établissements du GHT et la remise de celui-ci, -
le délai entre l'émission du bon de commande et la livraison des fournitures.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

La durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 jours ouvrés. Toutefois de manière exceptionnelle, l'établissement de santé pourra accepter de la part du titulaire des délais plus longs (commande spéciale, précommande, commande différée).

Dans le cas où le produit ferait l'objet d'une rupture de stock, le titulaire informera le demandeur par téléphone ou par mail.

6.2.2 Bon de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des marchandises.

Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature du produit ;
- la quantité souhaitée ;
- la date de livraison souhaitée ;
- le lieu de livraison des produits ;
- le montant du bon de commande ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire. Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

6.2.3 Minima de commande et frais de port

Les candidats devront exposer les minimas de commandes et les montants franco de port dans leur offre.

Si l'offre reçue ne fait état d'aucune information sur ces items, le pouvoir adjudicateur prendra acte qu'il n'existe ni minima de commandes, ni frais de port.

6.2.4 Livraisons

6.2.4.1 Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages (fûts, bidons et tout autre contenant...) relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Il incombe au titulaire du marché de reprendre les emballages vides à ses frais. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

6.2.4.2 Conditions de livraisons :

Les opérations de livraison sont incluses dans le prix du marché et effectuées par la main d'œuvre du titulaire du marché. Les fournitures doivent être livrées sur palettes européennes qui ne devront pas excéder un volume de produit de plus de 400 litres. Les livraisons doivent être conformes à l'engagement du titulaire du marché.

Le livreur devra rester sur place le temps de contrôle de la marchandise livrée. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

6.2.4.3 Bon de livraisons

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date de livraison
- la référence de la commande

- la quantité et la référence du produit livré
- le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- le prix unitaire H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le magasinier au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.

Toutes livraisons non accompagnées d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires seront refusées.

6.2.4.4 Vérifications et Admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire) conformément à l'article 27 du CCAG-FCS. Les produits devront être conformes aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur du marché habilité à cet effet qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Les marchandises refusées devront être retirées immédiatement. A défaut d'enlèvement immédiat, ces marchandises seront retournées en port dû à l'adresse du titulaire du marché. Les établissements membres du GHT déclinent toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces marchandises refusées.

La poursuite de l'exécution des livraisons en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

6.2.4.5 Garantie

Il est fait application des dispositions de l'article 33 du CCAG-FGS.

Garantie contre les vices cachés

Le matériel est garanti par le Titulaire du marché contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison à condition que le stockage, dans les établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, soit conforme aux conditions réglementaires.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le Titulaire du marché après constat des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, et le Titulaire du marché.

Garantie autre que celle des vices cachés

Le Titulaire du marché répond de la qualité des matériels livrés, sauf négligence(s) ou faute prouvée des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

6.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.4 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements. Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Article 7 PRIX DU MARCHÉ

7.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine. Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

Concernant le lot 1, les prix unitaire HT sont définis au bordereau de prix **au kilo de linge lavé**. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux poids réellement exécutés.

Concernant les lots 2 et 3 les prix unitaire HT sont définis au bordereau de prix pour chaque produit.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Conformément aux articles R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisibles à la hausse ou la baisse, à l'issue de la deuxième année d'exécution du marché puis à la fin de chaque date anniversaire de conclusion du contrat.

7.2 Révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire du marché subséquent de chaque adhérent.

La révision s'effectuera par application de la formule représentative de l'évolution du coût de la prestation suivante :

$$P = P_o * [(0,08 * C/C_o) + (0,02 * ST/ST_o) + (0,5 * I/I_o) + (0,4 * S/S_o)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix en vigueur à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

C = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine- Gazole : dernier indice connu au moment de la révision

C_o = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine- Gazole : dernier indice connu à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

ST = indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage : dernier indice connu au moment de la révision

ST_o = indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage : dernier indice connu à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

I = indice de brut de la production industrielle – raffinage du pétrole : dernier indice connu au moment de la révision

I_o = indice de production industrielle – Raffinage du pétrole : : dernier indice connu à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

S = indice connu des salaires mensuels de base - Industries de transformation, non compris la construction : dernier indice connu au moment de la révision

So = indice des salaires mensuels de base - Industries de transformation, non compris la construction : dernier indice connu à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

Les indices Insee de référence sont les suivants :

C = 001764283

ST = 010562766

I = 010767779

S = 010562709

Le titulaire devra adresser son nouveau BPU par voie électronique ou papier.

La révision de prix devra être formulée auprès du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception ou par courrier électronique, au moins trois mois avant la fin de la période en cours. La demande de révision de prix à la hausse ou la baisse doit impérativement être accompagnée des éléments justificatifs nécessaires (indices notamment).

7.2.1 Clause butoir

Après application de la formule de révision ci-dessus, la hausse des prix ne pourra excéder 3% par an.

7.2.2 Clause de sauvegarde

Dans l'hypothèse où la révision des prix conduit à une variation de + ou - 3% annuelle au regard du prix unitaire de l'année N-1, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de négocier le pourcentage avec le titulaire du marché où le cas échéant de résilier le marché en l'absence d'accord.

7.3 Remise sur chiffre d'affaires

L'application d'un taux de remise, s'il est proposé par le titulaire, s'effectuera à la date anniversaire de la notification du marché ou à la fin de chaque période d'exécution du marché.

Le chiffre d'affaires pris en compte sera celui de la période considérée pour chaque établissement de santé. Le pourcentage de réduction s'appliquera sur l'ensemble des produits livrés et/ou prestations exécutées au cours de cette période.

Le titulaire émettra au profit des établissements membres du GHT concernés un avoir du montant total de la remise pour la période considérée.

Article 8 AVANCE

8.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire à l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application des articles L. 2191-2 et R 2191-3 du Code de la commande publique.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

8.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Article 10 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 11 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

11.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procédera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.

11.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

11.3 Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT (cf. Annexe du CCAP).

11.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison,
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;

- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché, - le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

11.5 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

12.1 Pénalités relatives au lot n°1**12.1.1 Pénalités pour arrêt partiel ou total de production par manque de produits lessiviels**

Le titulaire du marché subira, par manque de produits lessiviels, une pénalité fixée comme suit

- 5 000 euro par jour calendaire pour un arrêt total,
- 1 500 euro par jour calendaire pour un arrêt partiel.

12.1.2 Pénalités pour non productivité ou productivité insuffisante

Le titulaire du marché subira, en cas d'impossibilité de produire 2 tonnes/heure, une pénalité fixée comme suit :

- 500 euro par jour calendaire.

12.1.3 Pénalités pour non-respect des engagements du candidat**12.1.3.1 Sur les consommations d'eau**

Ces pénalités seront appliquées en cas de dépassement de la consommation globale annuelle indiquée par le titulaire, basée sur 3 500 000 kg de linge/an, ramenée au prorata du tonnage réel traité.

Pénalités forfaitaires appliquées : le prix de facturation au m³ (selon tarif en vigueur de la commune).

12.1.3.2 Sur le taux de relavage

Taux maximum autorisé : 1.6% chaque mois au global de l'usine.

Pénalités forfaitaires appliquées :

Entre 1.6 et 2 % : **500 euro /mois**

Entre 2.1 et 3 % : **800 euro /mois**

Supérieur à 3 % : **1000 euro /mois**

Dans le cas d'un dépassement consécutif de plusieurs mois, une pénalité forfaitaire de 1 000€ s'applique en plus du barème ci-dessus.

12.1.3.3 Sur les valeurs de rejet des effluents

En cas de non-respect des valeurs de rejet des effluents imposées par la DREAL, le titulaire du marché se verra infligée une pénalité égale au montant de l'amende rédigée par la DREAL à son encontre.

12.1.3.4 Sur la qualité du linge fourni

Des bandes témoins seront réalisées afin de vérifier l'engagement du candidat, en cas de valeur hors tolérance, les pénalités seront calculées comme suit : <2 % : pas de pénalités

Dépassement compris entre 2 et 5 % : 500 euro /semaine >5 % : 1 000 euro /semaine

Dans tous les cas, le titulaire du marché devra remédier aux dysfonctionnements dans les 4 semaines à compter de la date d'accusé réception de l'avis de non-conformité.

12.1.4 Pénalités pour non-respect du planning de maintenance préventive

En cas de non-respect par le titulaire du planning de maintenance établi entre l'établissement de santé et lui, une pénalité forfaitaire de 300 euro sera appliquée.

12.1.5 Pénalités pour dépassement du délai de maintenance curative

La non intervention du titulaire dans les délais prévus au Cahier des Clauses Techniques Particulières donne lieu à l'application de pénalités.

Ces pénalités sont appliquées par heure de retard, à partir de l'expiration **du délai maximum d'intervention de 8 heures : 150 euro par heure de retard.**

12.1.6 Pénalités pour non-exécution de la formation des utilisateurs

En cas de non-respect du planning de formation établi en accord avec l'établissement, par le fait du titulaire, une pénalité forfaitaire par opération manquante de 100 euro sera appliquée.

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 13 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 14 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R2194 du code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de produits prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.

Article 15 LIVRAISONS COMPLÉMENTAIRES

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour des livraisons complémentaires. La durée de ces marchés ne pourra excéder trois (3) ans.

Article 16 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 17 LITIGES

17.1 Election de for

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

17.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ : 02 35 58 35 00 ☎ : 02 35 58 35 03

Article 18 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 12	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 5 août 2025

ANNEXE CCAP						
Etablissements	Adresse de livraisons	Heures d'ouverture des magasins	Caractéristiques zone de livraisons	Coordonnées Interlocuteur Magasin	Coordonnées Interlocuteur Technique	Code Chorus Pro Facturation électronique
Groupe Hospitalier du Havre	19 Avenue Pierre Mendès France 76290 Montivilliers	Du lundi au vendredi 8h30 à 12h00 13h30 à 16h00 (sauf vendredi 15h)	Type de quai : Quai à hauteur variable Type de camion : Tous types de camions Tonnage max : Aucune contrainte Faut-il un un hayon : Non Faut-il un transpalette manuel : Non	Pascal DUFORT 02.32.73.31.98 pascal.dufort@ch-havre.fr	Laurent CLERET 02 32 734 780 laurent.cleret@ch-havre.fr	
Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)	100 Avenue François Mitterrand 76400 Fécamp	Du lundi au vendredi 7h30 à 14h30 (sauf vendredi 12h00)	Type de quai : L 3,20 m - H 0,4 m Type de camion : Tous types de camions Tonnage max : 26 tonnes Faut-il un un hayon : Oui Faut-il un transpalette manuel : Oui	Thomas BUONOMANO 02 35 10 90 18 thomas.buonomano@ch-fecamp.fr	Jeoffrey ARGENTIN 02 35 10 90 11 Jeoffrey.argin@ch-fecamp.fr	SERV_ECO_FACM
Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc	8 Avenue du Général de Gaulle 76430 Saint Romain de Colbosc	8h30 à 12h00 13h30 à 16h30	Pas de quai Type de camion : Tonnage max : 17 tonnes Faut-il un un hayon : Faut-il un transpalette manuel : Oui	Mme TANGUY 02 32 79 51 51 blanchisserie@hl-saintromain.fr		SERV_ECO_FACM (Numéro de commande obligatoire)
EHPAD de Beuzeville "Les Franches terres"	325 Rue Louis Pasteur 27210 Beuzeville	8h30 à 12h00 13h30 à 16h30	Type de quai : Pas de quai Type de camion : Porteur Tonnage max : 19 tonnes Faut-il un un hayon : Oui Faut-il un transpalette manuel : Oui	Judith CANNESAN 02 32 20 24 08 judith.cannesan@ch-pont-audemer.fr	Ludovic LECOUTEUX atelier.beuzeville@ch-pont-audemer.fr	
Centre Hospitalier de la Risle	64 route de Lisieux 27500 Pont-Audemer	Du lundi au vendredi 8h30 à 11h30 13h30 à 15h30	Type de quai : Pas de quai Type de camion : Porteur Tonnage max : 19 tonnes Faut-il un un hayon : Oui Faut-il un transpalette manuel : Oui	Mme PREVOST Linda 02-32-41-65-59 linda.prevost@ch-pont-audemer.fr magasin@ch-pont-audemer.fr		0301 (Services économique)